



2 avril 2016 – Université Polytechnique de Valencia

ATELIER 13 : RENFORCER LES ORGANISATIONS PAYSANNES, PASTORALES, INDIGENES, DE PECHEURS. ELARGIR LES ALLIANCES DANS LA SOCIETE

BILAN

Chaque jour, toujours plus de femmes et hommes utilisateurs familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles sont précarisés, dépossédés de leur ressources et évincés de leurs territoires : paysannes et paysans, pasteurs nomades, éleveurs, pêcheurs, habitants des forêts... (ateliers 1, 2, 3, 5). Cette évolution est dramatique pour l'ensemble de l'humanité : ses conséquences humaines directes concernent l'immense majorité des ruraux, qui assurent l'essentiel de la production des aliments et contribuent au maintien des équilibres écologiques. Les problèmes économiques, socio-culturels et environnementaux considérables qu'elle soulève frappent autant les villes que les campagnes et pénalisent les générations futures (ateliers 4, 5, 6, 7, 8, 9).

Cette évolution est la conséquence de l'orientation politique générale actuelle qui promeut l'exploitation capitaliste à grande échelle des terres et des ressources naturelles et rend toujours plus directe la concurrence de cette dernière avec les activités de la majorité de la population rurale.

Depuis de nombreuses années, des voix se sont élevées, des stratégies ont été dégagées et des actions menées par la société civile. Des succès sont à saluer, tels ceux d'Ekta Parishad en Inde, des marches des Marguerites de la CONTAG au Brésil, et celui de la Caravane Ouest Africaine organisée dans le cadre de la « Convergence des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes » emmenée par La Via Campesina.

Mais pour inverser globalement la tendance dominante, une vaste alliance mondiale contre les évictions paysannes et l'expansion de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles à grande échelle est indispensable. Elle ne peut prendre forme qu'autour de revendications élaborées collectivement à partir des exigences particulières des luttes et d'actions concrètes locales, et intégrer les points de vue de tous ceux, urbains comme ruraux, qui souhaitent ce changement d'orientation.

PROPOSITIONS

Quelle alliance ?

Pour prendre le poids nécessaire face à la puissance des lobbys privés et au pouvoir des États qui défendent leurs intérêts, il faut dépasser les clivages entre urbains et ruraux, entre paysans, éleveurs, pasteurs, pêcheurs et communautés indigènes, entre mouvements sociaux, chercheurs et politiques. Toutes celles et ceux qui partagent le constat précédent agiraient utilement en alliant leur force pour changer la situation :

- les paysans, éleveurs, pasteurs, pêcheurs, communautés indigènes et pastorales. Ils produisent 70 % des produits agricoles consommés dans le monde. Ils contribuent au dynamisme des zones rurales, freinant par la même les exodes ruraux. Ils ont démontré leur capacité à préserver les écosystèmes tout en créant des opportunités considérables d'emplois et de richesses économiques et culturelles,
- parmi eux, les femmes. Elles assument davantage de travail agricole que les hommes dans de nombreuses régions du monde, elles sont très souvent les garantes véritables du bien-être des familles. Mais elles ne sont pas reconnues pour cela et sont toujours sous-représentées dans les instances décisionnelles et les mouvements sociaux, y compris paysans,
- et les jeunes. Ils sont le futur et aussi le présent : c'est sur eux que repose le renouvellement générationnel indispensable au maintien des agricultures paysannes et des autres formes d'utilisations familiaux et communautaires des ressources naturelles,
- les chercheurs et experts. Ils peuvent apporter des arguments scientifiques en faveur des pratiques et propositions des paysans, éleveurs, pasteurs, communautés indigènes et pastorales,
- les élus locaux, les collectivités locales, les membres d'institutions gouvernementales. Certains sont réceptifs aux problèmes rencontrés par les ruraux et aux solutions proposées par leurs organisations et leur soutien permettrait la mise en place de politiques locales favorables aux producteurs familiaux ou d'élaborer des politiques de plus grande portée détaillées et efficaces,
- les citoyens urbains. Ils représentent désormais la moitié de l'humanité, et leur alimentation et donc leur vie dépendent directement des ruraux. Beaucoup connaissent pour les avoir vécus les graves

problèmes qui pèsent sur le monde rural qu'ils ont dû quitter plus ou moins récemment. Ils souffrent du chômage de masse qui découle de l'exode rural. Leurs actes de consommation peuvent influencer sur l'offre de produits alimentaires, mais surtout, leur voix est indispensable pour peser autant que nécessaire sur les politiques.

Les participants à l'atelier ont appelé les uns et les autres à dépasser leurs différences et divergences pour porter un corps de revendications communes afin de faire face en bloc. Ils ont souligné qu'il fallait avant tout chercher à rallier les organisations de la société civile à la cause rurale, les responsables politiques ne changeant, pour leur grande majorité, que sous une très forte pression populaire. Ils ont souligné que cette alliance doit accorder une place très importante aux populations les plus vulnérables, à savoir les femmes rurales et les communautés indigènes et autochtones.

Organisation, fonctionnement et missions de cette alliance

Les participants ont appelé au renforcement des organisations et des mouvements locaux et à leur mise en relation les uns avec les autres aux plans national, régional et international. Mettre en commun les revendications et les expériences est indispensable pour porter, avec le plus grand poids politique (citoyen) possible, les propositions qui permettront de répondre aux problèmes réels, de protéger et soutenir les utilisateurs agroécologistes familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles. À chacune de ces échelles (locale, nationale, régionale, internationale), devraient participer de manière démocratique tous les acteurs sus-cités à l'élaboration de revendications communes.

Renforcement des mouvements locaux

Les organisations d'utilisateurs familiaux et communautaires des ressources naturelles qui résistent aux menaces qui les visent et permettent le développement de leur pratiques agroécologiques doivent être soutenues et un appui doit être apporté pour en structurer de nouvelles là où ils n'en ont pas encore créées. Des formations peuvent être utiles dans ce sens, notamment sur les formes de structuration (syndicat, association...), sur les méthodes d'organisation et sur les actions de revendication, mais aussi en matière juridique pour développer la connaissance des droits de chacun.

Renforcement ou création de plates-formes nationales

Les espaces ouverts à toutes les composantes de la société, où les utilisateurs familiaux et communautaires des ressources naturelles peuvent faire valoir leurs projets de vie et d'organisation des territoires dans lesquels ils vivent, doivent être soutenus et d'autres ouverts quand ils n'existent pas encore. Ces lieux devraient réunir, au-delà des ruraux, des représentants des autres catégories d'acteurs indiquées plus haut pour construire, en alliance, des propositions politiques précises destinées à soutenir les luttes et les actions des organisations, pour promouvoir ces politiques et obtenir leur mise en œuvre.

Ces lieux doivent servir à donner le plus fort écho aux luttes locales contre l'accaparement des terres et des ressources et permettre la formulation et la promotion de politiques d'appui aux projets territoriaux des organisations locales. Les participants ont aussi cité, entre autres exemples, les initiatives citoyennes et/ou d'élus qui sont parvenues à concrétiser un approvisionnement des restaurants de collectivités (écoles, maisons de retraites, administrations publiques...) par des producteurs locaux, ou qui agissent dans ce sens. Échanger les expériences et penser ensemble des mesures politiques supra communales (province, état fédéral ou national...) pertinentes pour les favoriser et les multiplier est un des enjeux de ces espaces nationaux.

Renforcement ou création de plate-formes régionales et internationales

Les participants ont pointé tout au long du forum le caractère global des politiques qui promeuvent l'exploitation capitaliste à grande échelle des ressources naturelles et le caractère transnational des entreprises qui la mettent souvent en œuvre. Un changement d'orientation et des alternatives sont absolument nécessaires à ce niveau.

Des représentants d'organisations locales issues des différentes catégories d'alliés et qui participent aux travaux de plates-formes nationales, ainsi que des représentants de leur fédérations régionales (par exemple : Association MésoAméricaine des Peuples des Forêts, AMPB, Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest...) devraient pouvoir se réunir et élaborer les réponses communes souhaitables à cette échelle.

L'idée a été lancée que toutes ces plates-formes alimentent des bases de données dans un objectif de mutualisation d'expériences et de luttes : une première compilant les expériences d'alternatives concrètes d'usage des ressources naturelles, une seconde répertoriant les luttes en cours et les leviers d'actions auxquels elles recourent (juridique, occupation, marche, lutte armée, etc.). L'exemple du site Internet www.porlatierra.org a été donné. Les plateformes pourraient ainsi appeler à soutenir massivement une lutte

locale. Il a été rappelé que le soutien de la communauté internationale a permis par exemple certains progrès dans le domaine de l'exploitation forestière au Cambodge, désormais officiellement sous moratoire.

L'idée d'organiser la tenue de tribunaux régionaux contre les accapareurs a été aussi mise en avant. L'objectif en serait de porter aux yeux du plus large public possible les auteurs de violations de droits d'accès aux terres et ressources naturelles et autres droits fondamentaux là où la justice officielle se refuse ou échoue encore à le faire.

Désireux de contribuer à cette dynamique mondiale d'alliance nécessaire, les participants au FMAT ont proposé de créer un comité de coordination chargé de faire le lien avec tous les espaces nationaux, régionaux et internationaux où s'élaborent des propositions et alternatives communes et d'organiser, dans 2 ans, un Forum Mondial en Afrique pour permettre à leur parties prenantes de faire le point sur leurs avancées au cours des 2 ans à venir. Ce comité devra être composé de nombreuses organisations frappées directement ou soutenant des organisations luttant contre les accaparements. Il a été suggéré de bâtir un budget commun (0,2 % du budget de chaque organisation souhaitant soutenir cette idée par exemple) afin de doter le comité International d'Organisation du FMAT de moyens d'action.

Les participants ont désigné, parmi les prochaines échéances internationales, trois événements où la cause des utilisateurs familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles doit être fortement défendue. Ils invitent à rejoindre ceux d'entre eux qui se sont donné pour objectif d'être présents dans ce but, lors de :

- La signature de l'accord de Paris sur la COP21 qui aura lieu à New York. Le mouvement doit être en mesure de faire valoir ses revendications lors de la signature de l'accord de Paris.

- La COP13 sur la biodiversité de Cancun.

- La COP22 qui sera organisée en 2016 à Marrakech. L'Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM) a appelé à l'organisation d'une grande marche et de journées d'actions autour de cet événement.

Les organisations doivent être armées de propositions sur la gestion de ces espaces pour ne plus laisser les gouvernements, les politiques et les experts décider à la place des communautés locales concernées.

INTERVENTIONS

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète : secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives :

BAUTISTA DURAN, Ruth, Institut pour le Développement Rural de l'Amérique du Sud (IPDRS), Bolivie
BOURLIAUD, Jean, Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), France
LUNAS COSTA, Alessandra, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (CONTAG), Brésil
OEUR, Il, Directeur exécutif, Centre d'Analyse des Questions de Développement (ADIC), Cambodge
SANCHEZ, Gustavo, Réseau Mexicain des Organisations Paysannes Forestières (Red MOCAF), Mexique

Interventions des participants :

BAYLAC, Michel, Président de l'Association Européenne des Institutions d'Aménagement Rural (AEIAR)
ED DAOUDI, Mohamed, Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), Maroc
HUAYHUA, Margarita, Anthropologue Socio-culturelle, Université Rutgers (Etats-Unis), Communauté Quechua de Pampamarca, Pérou
KAMEL, Said, Président, Association de population des montagnes du Monde (APMM), Maroc
KARIYAWASAM MAJUWANA GAMAGE, Thilak, Sri Lanka Nature Group, Sri Lanka
LERAS, Gérard, ancien éleveur laitier, ancien Vice-président de la Région Rhône Alpes en charge du foncier, AGTER, France
OETTLE, Laurel, Directrice Association pour le Progrès Rural (AFRA), Afrique du Sud
SOW, Elhadji Samba, Collectif pour la Défense du Ndiel (CODEN), Sénégal
TZI, Ernesto, Association pro bien-être en action (APROBA-SANK), Guatemala
YAYO ABA'AMI, Sanaya, éleveurs, Ramidus - Afardacarsitoh Egla, Ethiopie (propos traduits par Mohamed KADAMY, professeur, Afar Forum), Ethiopie

Modérateur :

PALEBELE, Kolyang, Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPR), et Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), Tchad

Rapporteur :

KONÉ, Massa, Secrétaire aux Relations Extérieures de l'Union des Associations et Coordinations d'Association pour la Défense des Droits des Démunis (UACDDDD), Porte Parole de la Coalition Malienne contre l'Accaparement des Terres (CMAT) et NoVox Afrik, Mali